

Poids économique du sport

En 2018, la dépense sportive des ménages continue de croître au même rythme que l'année précédente, tandis que la dépense sportive des administrations publiques ralentit un peu. Le solde du commerce extérieur, toujours négatif, est stationnaire.

Il y a plusieurs manières théoriques de mesurer le poids économique du sport. On a retenu ici une approche se concentrant sur les données les plus fiables disponibles et se fondant sur les données de la dépense sportive des ménages et des administrations publiques ainsi que celles sur le commerce extérieur, sans chercher à construire un compte satellite* du sport de façon systématique. Une telle approche se situe dans la continuité de ce qui a été réalisé par l'INJEP jusqu'en 2017, tout en intégrant depuis l'année dernière (2019) des innovations méthodologiques permettant d'améliorer la qualité de l'estimation détaillées dans le document correspondant (Dietsch, 2020).

DÉPENSES SPORTIVES DES MÉNAGES

En 2018, la dépense sportive des ménages en valeur progresse de 3,6 % (après + 5,3 % en 2017 et + 7,3 % en 2016, données révisées) pour atteindre 20,8 milliards d'euros (Md€) (à prix courants), ce qui représente 0,9 point de PIB (produit intérieur brut).

Cette hausse (+ 5,9 %) est plus marquée cette année en ce qui concerne les services sportifs (Dietsch, 2020) qu'en ce qui concerne les biens sportifs (+ 2,3 %). Ces derniers représentent toutefois la plus grande

part de la dépense sportive des ménages, soit 64,3 %. Parmi eux, les articles de sport (hors vêtements et chaussures, sauf chaussures de ski) représentent toujours le poste le plus important, avec 5,9 milliards d'euros, soit 29 % de la dépense sportive des ménages. Toutefois ils constituent le secteur le moins dynamique cette année, avec + 1,0 % (+ 5,2 % l'année dernière), contre + 2,5 % pour les vêtements de sport, + 4,2 % pour les chaussures de sport et + 2,3 % pour les bicyclettes.

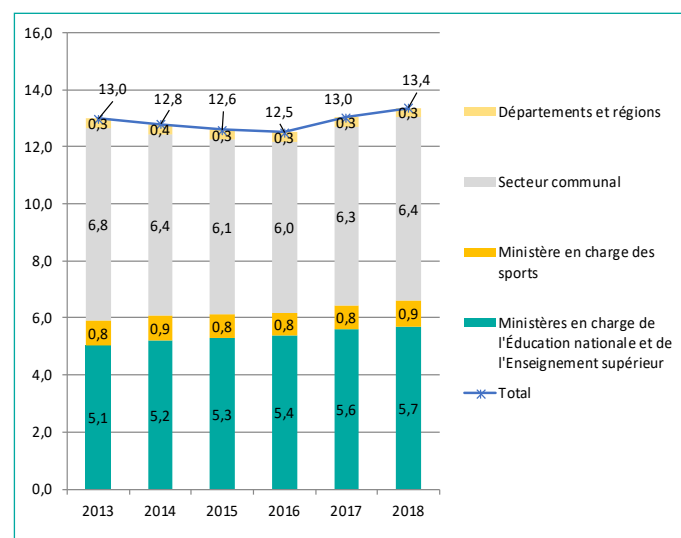
À noter que le dynamisme de la dépense sportive des ménages provient essentiellement d'une croissance en volume (+ 3,5 % après + 5,0 % en 2017 et + 6,9 % en 2016, données révisées), la croissance des prix restant contenue (+ 0,5 % en 2018 contre + 0,6 % en 2017).

DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN FAVEUR DU SPORT

En 2018, les administrations publiques consacrent 13,4 milliards d'euros en faveur du sport (+ 2,6 % par rapport à 2017), ce qui représente 0,6 point de PIB.

graphique 2

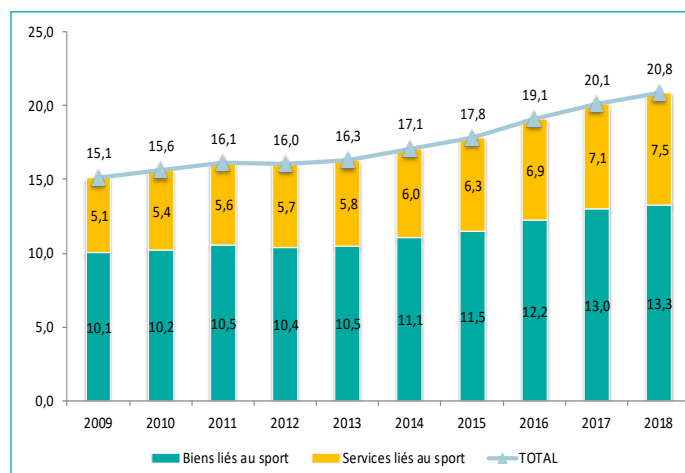
La dépense publique en faveur du sport (en milliards d'euros courants)



Hors flux internes du sous-secteur des administrations publiques locales.
Source : ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et ministère en charge de l'enseignement supérieur, élaboration INJEP-MEDES.
Lecture : les ministères en charge de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ont contribué à la dépense publique en faveur du sport à hauteur de 5,7 milliards d'euros en 2018, sur un total de 13,4 milliards d'euros.

graphique 1

Dépenses sportives des ménages (en valeur, milliards d'euros courants)



Source : INSEE, Fédération des industries nautiques, Institut français de la mode, cabinet NPD ; calculs INJEP-MEDES (Dietsch, 2020).
Lecture : en 2018, la dépense sportive des ménages en biens liés au sport étant évaluée à 13,3 milliards d'euros, celle en services liés au sport à 7,5 milliards d'euros, le total était de 20,8 milliards d'euros.

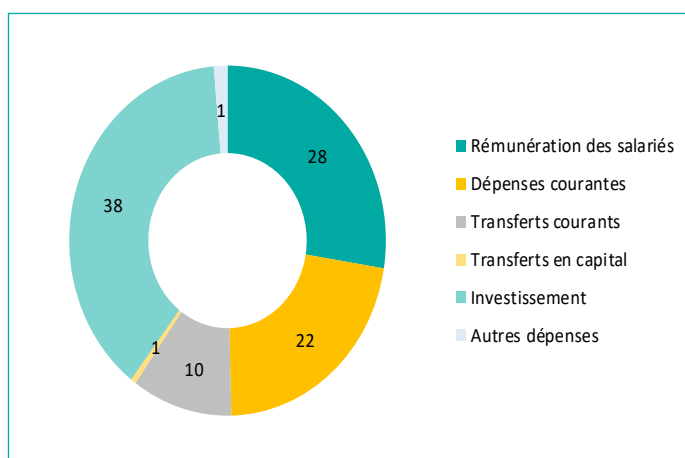
L'État contribue pour environ la moitié de ces dépenses (6,6 Md€ en 2018). Au sein de l'État, les ministères en charge de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur restent les plus gros contributeurs au titre de la rémunération des enseignants d'éducation physique et sportive (environ 87 % des dépenses de l'État comptabilisées dans cette étude, le reste revenant au ministère en charge des sports).

En 2018, la dépense des administrations publiques locales en faveur du sport (APUL) s'élève à 6,8 Md€. Le sport représente ainsi plus de 60 % des dépenses de la fonction « 08.1 - Services récréatifs et sportifs » (Voir comptes nationaux annuels - base 2014, INSEE ; dépenses des administrations publiques ventilées par fonction en 2018).

L'essentiel de cette dépense est financé par les communes qui contribuent pour 95 % du total (soit 6,4 Md€), les régions et départements supportant quant à eux 5 % du total (soit 0,3 Md€).

graphique 3

Structure des dépenses des administrations publiques locales en faveur du sport (en %)



Source : DGFIP ; calculs INJEP-MEDES

Lecture : 28 % des dépenses des administrations publiques locales en faveur du sport en 2018 relèvent de la rémunération de leurs salariés.

Les dépenses d'investissement (acquisition nette d'actifs non financiers) représentent 38 % du total. Il s'agit du premier poste de dépenses en faveur du sport des administrations publiques locales (voir graphique ci-dessus). Viennent ensuite les rémunérations (28 %) et les dépenses courantes (autrement dit les consommations intermédiaires, 22 %).

Les montants et la répartition de la dépense publique en faveur du sport sont donc relativement stables par rapport à 2017.

DÉPENSES SPORTIVES DES ENTREPRISES

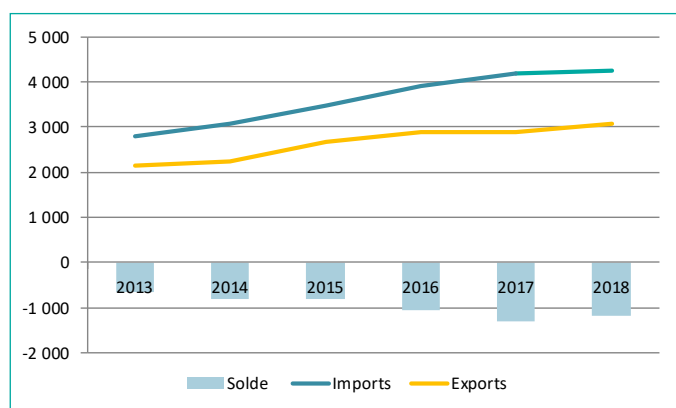
Les droits des retransmissions des événements sportifs² continuent de progresser en 2018 (+ 6,5 % contre +3,3 % en 2017 %) pour atteindre 1,7 Md€.

D'après le baromètre ADMICAL 2018 du mécénat d'entreprise en France, le sport restait en 2017 le domaine mobilisant le plus d'entreprises au titre du mécénat (environ une entreprise engagée sur quatre). Néanmoins, en termes de budget, les sommes engagées dans le sport sont en baisse ces dernières années : en 2017, le budget pour ce domaine représentait seulement 2 % du budget global du mécénat, contre 12 % en 2015.

COMMERCE EXTÉRIEUR EN BIENS SPORTIFS

graphique 4

Commerce extérieur de biens sportifs



Source : INSEE ; calculs INJEP-MEDES.

Lecture : en 2018 les exports de biens sportifs étaient de l'ordre de 3,0 milliards d'euros, les imports de l'ordre de 4,2 milliards d'euros, et le solde était donc négatif à hauteur de 1,2 milliards d'euros.

Les exportations de biens à usage sportif reprennent en 2018 après avoir marqué le pas l'an dernier (+ 6,0 % après + 0,4 % en 2017), pour s'établir à 3,1 Md€ (en euros courants). Tous les postes sont en hausse à l'exception des bateaux de plaisance (en baisse pour la deuxième année consécutive). Les importations, en revanche, stagnent avec + 0,8 %, après + 7,2 % en 2017 (chiffre révisé), et + 13,1 % en 2016. Elles s'élèvent à 4,2 Md€ en 2018 (en euros courants). Ces évolutions sont essentiellement en volume, mais les prix, stables à l'export, diminuent un peu à l'import (- 0,7 %).

Au total., le solde commercial des biens sportifs, qui est négatif, cesse de se dégrader en 2018, passant de - 1,3 Md€ en 2017 à - 1,2 Md€ en 2018.

Bruno Dietsch, chargé d'études INJEP

1 Un compte satellite agrège généralement des données sur la dépense du domaine, les bénéficiaires et le financement ; pour plus de détails sur ce qui différencie l'approche utilisée ici d'un compte satellite, voir Dietsch, 2018.

2. Source : données transmises par le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel).

POUR ALLER PLUS LOIN

■ Comptes nationaux annuels - base 2014, INSEE ; Dépenses des administrations publiques ventilées par fonction en 2017 : www.insee.fr/fr/statistiques/3547449?sommaire=3547646

■ Dietsch B., 2018, *Estimer le poids économique du sport : méthodologie*, INJEP Notes et rapports/Note thématique [en ligne](#).

■ Dietsch B., 2020, « Poids économique du sport – Édition 2020. Méthodologie », INJEP [en ligne](#).

■ « Le mécénat d'entreprise en France - Baromètre Admical », octobre 2018 [en ligne](#).